

République Française	CONSEIL MUNICIPAL	Délibération n°2026.04.01 Du 15 octobre 2026
Département des Yvelines	L'an deux mille vingt-six, le 15 octobre, à 20 h 00 heures, les membres du Conseil municipal, régulièrement convoqués par voie numérique le 09 octobre, se sont réunis, salle du Conseil municipal de l'Hôtel de Ville, sous la présidence de M. Richard LEJEUNE, Maire.	
Ville de La Celle Saint-Cloud  La Celle Saint-Cloud	Objet : Désignation d'un membre de la commission municipale Aménagement – Bâtiments - transports	
Secrétaire de séance : Mahaba AL QAHWACHI	LE CONSEIL MUNICIPAL,	
En exercice : 35 Présents : 29 Pouvoirs : 5 Votants : 34 Pour : 34 Contre : 0 Abstentions : 0	Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2121-22 concernant la création et la constitution des commissions municipales ; Vu le règlement intérieur du Conseil municipal de la ville de La Celle Saint-Cloud adopté le 17 juin 2026, et notamment son article 6 ; Vu l'avis favorable de la commission Finances - Affaires générales - Vie économique - Commerce en date du 30 septembre 2026 ; Considérant qu'il convient de respecter le principe de la représentation proportionnelle afin de permettre l'expression pluraliste des élus au sein des commissions ; Considérant la démission de Monsieur Benoît VIGNES, conseiller municipal, et son remplacement par Madame Jany WOLFF conformément aux dispositions de l'article L. 270 du Code électoral ; Considérant que Monsieur Benoit VIGNES est également membre de la commission Aménagement – Bâtiments - Transport, il est constaté la vacance d'un siège au sein de cette commission, il convient donc, conformément au règlement intérieur du conseil municipal, de procéder à son remplacement ; Considérant la candidature de Mme Mathilde JORROT,	
Présents <u>Le Maire</u> Richard LEJEUNE <u>Les Maires-adjoints</u> Sylvie d'ESTÈVE Pierre QUIGNON-FLEURET Anne CHAPELET Othman NASROU Florina POPA Mohamed KASMI Valérie LABORDE Emmanuel TAMBRUN Blandine BEAUPAIN <u>Les Conseillers</u> Anne-Sophie MARADEIX Bruno BAYLE Laurent BOUMENDIL Pulchérie KOUAMÉ Isabelle JOUËT-PASTRÉ Philippe LERIN Blaise VIGNON Mathilde JORROT Audrey AUBER Adrien BONIN Alexis LABORIA Mahaba AL QAHWACHI Dominique PAGÈS Nathalie ZULIANI Antoine HULOT Pascale ASKENFELD Stéphane MICHEL Sébastien LECLER Carmen OJEDA-COLLET Absents excusés : Olivier DELAPORTE Danielle RAVILLION Laurent DUFOUR Jean-François BARATON Jany WOLFF Séverine PEREZ Absents ayant donné pouvoir : Olivier DELAPORTE pouvoir à Sylvie d'ESTEVE Danielle RAVILLION pouvoir à Mathilde JORROT Laurent DUFOUR pouvoir à Valérie LABORDE	APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ 1° Le Conseil municipal prend acte de la démission de Monsieur Benoit VIGNES et de son remplacement par Madame Janny WOLFF . 2° A l'unanimité Décide de procéder au vote au scrutin public. 3° A l'unanimité Décide de désigner Mme Mathilde JORROT comme membre de la commission municipale aménagement - bâtiments - transports en remplacement de Monsieur Benoit VIGNES . Les membres de la commission sont comme suit : 1 - Olivier DELAPORTE 2 - Emmanuel TAMBRUN 3 - Blandine BEAUPAIN 4 - Alexis LABORIA 5 - Mathilde JORROT 6 - Pulchérie KOUAMÉ 7 - Blaise VIGNON 8 - Jean-François BARATON 9 - Stéphane MICHEL Le Maire est président de droit de la commission. - De Modifier la délibération n°2026.02.01 en date du 15 avril 2026 relative à la désignation des membres des commissions municipales pérennises	

Accusé de réception en préfecture
079-217801365-2026-0416-2026-0401-DE
Date de réception préfecture : 22/10/2026

Jean-François BARATON
pouvoir à Dominique PAGES
Jany WOLFF pouvoir à
Mohamed KASMI

Absents :



Le Maire, par délégation

Sylvie d'ESTÈVE

*Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.
Sauf mention contraire exigée par la loi, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter :*

- *de sa date de publication (pour les délibérations à caractère non individuel)*
- *ou de sa date de notification à l'intéressé (pour les délibérations à caractère individuel)*

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale. Ce recours suspend le délai de recours contentieux qui recommencera à courir à compter de la réponse expresse de l'autorité territoriale, ou en cas de silence de celle-ci, deux mois après l'introduction du recours gracieux.